

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 08/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROTO ARMOR

ZA de Fournello
22170 Châtelaudren-Plouagat

Références : -
Code AIOT : 0005500287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement ROTO ARMOR implanté ZA DE FOURNELLO 22170 CHATELAUDREN-POUAGAT. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle, réalisé le 21 novembre 2024 dans l'établissement ROTO ARMOR, s'inscrit à la fois dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et dans le cadre d'une action nationale visant plus particulièrement la gestion des émissions atmosphériques des entreprises, notamment lorsque celles-ci sont susceptibles de contenir des composés organiques volatiles.

Il a également permis d'actualiser la situation administrative de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROTO ARMOR
- ZA DE FOURNELLO 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT
- Code AIOT : 0005500287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ROTO ARMOR exerce principalement une activité d'imprimerie, qui est autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2009.

A ce titre, il est actuellement classé sous les rubriques ICPE n° 2450 (imprimerie offset à séchage thermique - régime de l'autorisation) et 1530 (dépôt de [...] papier – régime de la déclaration avec contrôle périodique).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 16/07/2007, article R. 511-9 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Plan de gestion des solvants | Arrêté Préfectoral du 26/01/2009, article 8.1et 10.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | Respect des VLE - conformité des rejets | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 9 | Surveillance des rejets - mesures périodiques | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1 | Demande d'action corrective | 10 mois |
| 10 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 26/01/2009, article 7.3.2 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 3 | Canalisation des émissions | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 | Sans objet |
| 4 | Points de rejets - caractéristiques | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 | Sans objet |
| 5 | Points de rejets - dilution | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9 | Sans objet |
| 7 | Surveillance | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| | des rejets - méthode | article 10.2 | |
| 8 | Respect des VLE - conformité des rejets | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.2 et 11 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Actuellement, l'exploitant maîtrise mal la réglementation des installations classées et, au vu de l'évolution de son activité et de la nomenclature, l'inspection lui demande de mettre à jour la liste des rubriques ICPE qui le concernent et de veiller à respecter les obligations liées à la mise en œuvre de produits contenant des composés organiques volatils (réalisation d'un plan de gestion des solvants et périodicité annuelle du contrôle de la qualité de ses rejets gazeux).

Par ailleurs, l'inspection remarque que le contrôle effectué en mars 2024 indique que l'électricité de l'établissement ROTO ARMOR peut être à l'origine d'un risque d'incendie. De ce fait, l'inspection propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à la sécurisation de ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2007, article R. 511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| Constats : L'arrêté préfectoral du 26/01/2009 indique que l'établissement ROTO ARMOR est autorisé à exploiter les installations classées suivantes : - une imprimerie soumise à autorisation sous la rubrique ICPE n° 2450 ; - un stockage de papier, soumis à déclaration sous la rubrique ICPE n° 1530 L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que, suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées depuis 2009, le régime de la rubrique n° 1530 a évolué et est désormais soumise à déclaration avec contrôle périodique. Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis les quantités de produits ayant été consommés en 2023 et 2024 ainsi que la teneur en composés organiques volatils (COV) dans chacun d'entre eux. Ce document permet d'identifier que la consommation globale en COV est de 30,614 tonnes en 2023 dont 26,55 tonnes/an provenant des encres et vernis utilisés et 3,728 tonnes du solvant « Végétal F », utilisé pour nettoyer certaines parties de la chaîne d'imprimerie, à l'aide de chiffons imbibés. |

Les chiffres de novembre 2024 confirment ces ordres de grandeur.

Aucun de ces produits n'est caractérisé par l'une des mentions de danger suivantes : H340, H350, H350i, H360, H360 f ou H341, H351.

Depuis décembre 2019, la consommation de solvants dans les entreprises est encadrée par les prescriptions applicables à la rubrique ICPE n° 1978, détaillées dans l'arrêté ministériel du 13/12//2019.

L'inspection constate que :

- dans le cadre de l'activité d'impression sur rotative offset, l'entreprise ROTO ARMOR consomme plus de 15 t/an de solvants ;
- dans le cadre de l'activité de nettoyage, l'entreprise consomme plus de 2 tonnes de solvant par an.

L'établissement est donc soumis au régime de la déclaration sous les rubriques ICPE n° 1978-1 (impression sur rotative offset à sécheur thermique) et 1978-5 (autre nettoyage de surface)

Par ailleurs, l'entreprise dispose de deux groupes froids qui, suivant leurs caractéristiques techniques, sont susceptibles d'être concernés par la rubrique ICPE n° 1185 (emploi dans des équipements clos en exploitation d'équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg).

En séance, l'exploitant a également indiqué que, depuis plusieurs années, du fait de l'évolution des supports de communication, son volume d'activité avait fortement baissé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de faire le point sur le classement correspondant à son activité actuelle, notamment en ce qui concerne les rubriques ICPE n° 2450 et 1530 puis de déterminer s'il est judicieux de modifier le classement actuellement en vigueur.

Par ailleurs, il est également demandé à l'exploitant de déterminer si les caractéristiques de ses groupes froids justifient un classement sous la rubrique ICPE n° 1185.

Enfin, l'inspection demande à l'exploitant de déclarer sur le site internet Entreprendre.Service-Public (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>) les installations soumises à déclaration sous les rubriques ICPE n° 1978-1 et 1978-5, voire n° 1185-2-a.

Ces installations étant créées suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées, l'exploitant demandera le bénéfice des droits acquis.

Les éléments justifiant de la réalisation des différentes actions décrites ci-dessus seront transmis à l'inspection des installations classées (positionnement vis-à-vis de la rubrique ICPE n° 1185, réceptionné de déclaration, porter à connaissance éventuel).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2009, article 8.1et 10.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants |
| Prescription contrôlée : <u>article 8.1 :</u> [...] L'exploitant adresse annuellement à l'inspecteur des installations classées, le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire ses consommations. <u>Article 10.1 :</u> [...] L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant, le cas échéant, plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 t /an. |
| Constats : Dans le cadre de la préparation du contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection un document présentant différentes informations concernant l'activité de l'entreprise ROTO ARMOR en 2023, notamment : <ul style="list-style-type: none">• une représentation schématique du procédé d'imprimerie mis en œuvre, sur lequel apparaissent clairement les étapes au cours desquelles des COV sont émis (application des encres sur le papier, séchage du papier imprimé, stockage des déchets d'encres, de colle, de solvants de nettoyage, ...) ;• les consommations de COV au cours de l'année 2023 ;• une synthèse des déchets évacués vers une filière de recyclage. L'inspection constate que ce document ne constitue pas un plan de gestion des solvants tel que décrit dans le « guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants », rédigé par l'INERIS en 2009. En particulier, l'exploitant ne quantifie ni les flux de solvants utilisés par les activités d'imprimerie et de nettoyage, ni ceux qui ont été émis dans l'atmosphère de façon diffuse ou canalisée, ni ceux qui ont été évacués sous forme de déchets. Par ailleurs, l'exploitant indique avoir consommé en 2023, 30,613 tonnes de solvants. L'inspection constate qu'aucune information concernant la gestion des COV ne lui a été transmis ces dernières années, que ce soit de façon directe ou par l'intermédiaire de la plateforme GERP. En séance, l'exploitant a confirmé ne pas disposer de compte GERP. |

| |
|---|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un plan de gestion tel que présenté dans le guide de l'Ineris de 2009 (Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants).</p> <p>De plus, l'exploitant devra s'inscrire sur la plateforme GEREPE, accessible sur le site mon AIOT (https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/mon-compte), afin de pouvoir déclarer annuellement à l'administration les informations concernant ses émissions et ses déchets.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Canalisation des émissions

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser autant que possible les émissions.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Compte-tenu des caractéristiques des produits employés, l'activité réalisée dans l'établissement ROTO ARMOR entraîne l'émission d'odeurs ou de gaz lors des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préparation et application de l'eau de mouillage ; • application des encres ; • séchage du papier imprimé ; • nettoyage des différentes parties de machine. <p>Le 21/11/2024, l'inspection a constaté que l'entreprise ne dispose que d'une seule chaîne d'imprimerie. Cette chaîne est positionnée dans un grand hall qui ne dispose pas de ventilation mécanique.</p> <p>Elle est composée de plusieurs éléments qui vont, notamment, permettent d'appliquer ou de sécher les produits d'imprimerie (encres, eau de mouillage).</p> <p>La conception des équipements utilisés pour la préparation de l'eau de mouillage et l'application des encres ne prévoit pas d'aspiration intégrée à ces machines.</p> <p>Par contre, le sécheur thermique est équipé d'un épurateur qui permet de brûler les substances émises lors du séchage du papier imprimé. Les rejets de cet épurateur sont canalisés.</p> <p>Le nettoyage des machines est fait manuellement par les personnels, à l'aide d'un solvant appliqué au chiffon.</p> <p>Les chiffons sales sont entreposés dans des bacs munis de couvercle, puis évacués en déchets par une entreprise spécialisée.</p> <p>Par ailleurs, l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ne décrit qu'un seul point de rejet canalisé, situé en sortie d'épurateur thermique.</p> |

| |
|--|
| L'inspection constate que l'installation en place est conforme à ce qui est décrit dans l'arrêté d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Points de rejets - caractéristiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Points de rejets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.). Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport APAVE n° 134494082-001-1 qui présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 17/10/2024.</p> <p>Aucune anomalie n'a été identifiée au niveau du point de prélèvement de l'épurateur thermique.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Points de rejets - dilution

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Dilution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 8 : La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.</p> <p>Art. 9 : Des volumes de gaz peuvent être ajoutés aux gaz résiduels à des fins de refroidissement ou de dilution lorsque cette opération est techniquement justifiée, mais ils ne sont pas pris en considération pour la détermination de la concentration en masse du polluant dans les gaz résiduels.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dilue aucun de ses effluents atmosphériques.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Respect des VLE - conformité des rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets |
| Prescription contrôlée : I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté. |
| Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport APAVE n° 134494082-001-1 qui présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 17/10/2024 à la sortie de la chaîne d'imprimerie, en aval de l'épurateur thermique. La valeur mesurée est égale à 3,6 mg en équivalent C/Nm ³ . L'inspection constate que l'exploitant respecte non seulement les VLE applicable aux installations soumises à la rubrique ICPE n°1978-1 (100 mg en équivalent C/Nm ³), mais aussi celle qui est indiquée à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/01/2009 (15 mg en C total/Nm ³). L'activité de nettoyage soumise à la rubrique ICPE n° 1978-5 ne produit que des émissions atmosphériques diffuses qui, à ce jour, ne sont pas évaluées par l'exploitant. Dans la mesure où, aujourd'hui, l'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des solvants (voir fiche n° 2 de ce rapport), l'inspection ne peut se prononcer sur le respect des valeurs réglementaires concernant les émissions diffuses. Pour mémoire, l'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26/01/2009 indique que « <i>Le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils ne dépasse pas 30 % de la quantité de solvants utilisée</i> ». |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le pourcentage de solvants émis dans l'atmosphère de façon diffuse. Pour rappel, l'inspection indique à l'exploitant que la valeur des émissions diffuses sera déterminé à l'aide du plan de gestion des solvants. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Surveillance des rejets - méthode

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.2 |
|---|

| |
|--|
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance rejets COV (oxydateur thermique) |
| Prescription contrôlée : Lorsque l'installation est équipée d'un oxydateur, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 9.2 est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins une fois par an, en marche continue et stable. |
| Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport APAVE n° 134494082-001-1 qui présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 17/10/2024 à la sortie de la ligne M600, en aval de l'épurateur. Le prestataire précise les méthodologies mise en œuvre ainsi que les normes suivant lesquelles les prélèvements et mesures ont été effectués. L'inspection constate que les analyses ont été réalisées en respectant les normes préconisées par l'avis sur les méthodes normalisées de référence, du 11/04/2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Respect des VLE - conformité des rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.2 et 11 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets (oxydateur thermique) |
| Prescription contrôlée : <u>Article 9.2 :</u> La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les COV, les oxydes d'azote (NOx) et le monoxyde de carbone (CO) : <ul style="list-style-type: none"> • COV : valeurs limites de l'annexe I ; • NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m³ ; • CO : 100 mg/m³. <u>Article 11 :</u> Pour les mesures périodiques, on considère que les valeurs limites d'émission sont respectées lorsque, au cours d'une opération de surveillance : <ol style="list-style-type: none"> a) La moyenne de toutes les valeurs de mesure ne dépasse pas les valeurs limites d'émission ; b) Aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. |
| Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport APAVE n° 134494082-001-1 qui présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 17/10/2024 à la sortie de la ligne M600, en aval de l'épurateur. Les concentrations moyennes ayant été mesurées sont les suivantes : |

- CO 53 mg/Nm³ ;
- NOx : 62 mg en équivalent NO₂ / Nm³ ;
- COVT : 3.8 mg/ Nm³ ;
- COVNM : 3.6 mg/ Nm³.

De plus, dans aucun des essais ayant été réalisés, l'APAVE n'a mesuré de valeurs supérieures aux valeurs limites d'émission.

L'inspection constate que les rejets aqueux sont conformes aux prescriptions contrôlées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire rejets COV

Prescription contrôlée :

Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :

- au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;
- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.

Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a indiqué que sa consommation annuelle de solvants était supérieure à 30 tonnes.

Il a également transmis le rapport APAVE n° 134494082-001-1 qui présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 17/10/2024 à la sortie de la ligne M600, en aval de l'épurateur.

Après recherche dans les archives de l'entreprise, l'exploitant a indiqué que la précédente analyse de la qualité des effluents gazeux en sortie d'épurateur avait été réalisée le 05/10/2021.

Que ce soit en 2021 ou en 2024, l'inspection constate que le prestataire retenu par l'exploitant est effectivement agréé pour les prélèvements et les analyses des paramètres suivis (CO, NOx et COV) et a bien réalisé 3 prélèvements successifs, réalisés chacun sur une durée d'une demi-heure.

Par contre, l'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas la périodicité annuelle préconisée par l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13/12/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de contrôler annuellement la qualité des effluents gazeux rejetés par ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 10 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2009, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. [...] L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le certificat Q18, rédigé par l'APAVE suite au contrôle des installations électriques de l'entreprise, réalisé du 26 au 28 février 2024. L'inspection constate que ce certificat indique que le prestataire indique que « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ». Pour cette raison, l'inspection propose à monsieur le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26/01/2009 en réalisant les travaux nécessaires sur son installation électrique. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |